



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux d'adaptation préalables à l'installation d'une
tour de gravité - Bâtiment 14**

Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace
10 Avenue Marc Pégélin
BP 54032
31055 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	5
3.5 - Contrôle technique.....	5
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	7
5.2 - Délai d'exécution	7
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	7
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	8
6.3 - Répartition des dépenses communes	9
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance.....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
9.6 - Approvisionnement	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	11
10.2 - Implantation des ouvrages	11
10.3 - Préparation et coordination des travaux	11
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	11
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	12
10.3.3 - Registre de chantier	12
10.4 - Etudes d'exécution	12
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	13
10.5.1 - Installation de chantier.....	13
10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	13
10.5.3 - Signalisation de chantier.....	13
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	13
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	13
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	13
11 - Développement durable.....	13

12 - Réception	13
12.1 - Réception des travaux.....	13
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	13
12.1.2 - Epreuves concluantes et Rapports du Contrôleur Technique.....	13
12.1.2 - Réception partielle	14
13 - Garantie des prestations.....	14
14 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	14
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
16 - Pénalités.....	14
16.1 - Pénalités de retard.....	14
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
16.3 - Autres pénalités spécifiques	17
17 - Assurances.....	18
18 - Clause de réexamen	18
19 - Résiliation du contrat.....	19
19.1 - Conditions de résiliation.....	19
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
20 - Règlement des litiges et langues.....	20
21 - Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux d'adaptation préalables à l'installation d'une tour de gravité au Bâtiment 14 du campus de l'ISAE-SUPAERO.

Lieu(x) d'exécution :

Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace

10, avenue Marc Pégélin - BP 54032

31055 Toulouse Cedex 4

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Gros-œuvre
02	Charpente métallique – Couverture bardage
03	Plâtrerie – menuiserie - peinture
04	Electricité générale
05	Systèmes de sécurité incendie
06	Plomberie sanitaire – chauffage - ventilation

Les lots 5 et 6 seront passés selon une procédure distincte de la présente consultation et feront l'objet :

- Pour le lot 5 d'un bon de commande sur l'accord-cadre 2022FCS0001
- Pour le lot 6 d'un marché subséquent à l'accord-cadre 2022TVX0008-Lot2

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La mise au point du marché le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- OPC : calendrier prévisionnel d'exécution SETES

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ses annexes et les pièces graphiques

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) :
 - o lot 00 : prescriptions communes et charte chantier à faible nuisance
 - o lot 01 : Gros-œuvre
 - o lot 02 : Charpente métallique – Couverture bardage
 - o lot 03 : Plâtrerie – menuiserie - peinture
 - o lot 04 : Electricité générale
 - o lot 05 : Systèmes de sécurité incendie
 - o lot 06 : Plomberie sanitaire – chauffage - ventilation
- Les pièces graphiques :
 - o Plans architecte

o Plans BET :

- Plans structure
- Plans électricité
- Plans SSI
- Plans CVC

- Les modifications éventuelles et compléments en cours d'exécution du contrat (avenant, ordre de service, etc.)
- Les comptes-rendus des réunions de chantier
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Les annexes techniques suivantes :

- OPC : plan provisoire d'installation de chantier SETES
 - Permis de construire : arrêté
 - CT : RICT BTP consultant
 - CSPS : PGC ELYFEC
 - CSPS : PGC / annexe plan de prévention ISAE-SUPAERO (cadre vierge)
 - Etude de sol : Etude G2 Terrefort
-
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
 - Le cadre de réponse technique

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement SETES SA INGENIERIE / SARL COUDERC-LALUCAA:

Mandataire :

SETES SA INGENIERIE

14, avenue des Tilleuls

65 000 TARBES

Contact : Thomas Sanchez

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet.

3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BTP Consultants

Zone de la Plaine

22 impasse René Couzinet

31500 TOULOUSE

Mme Guillamet / noemie.guillamet@btp-consultants.fr

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

Elyfec

3.7 - Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement. A cet effet, il est l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur et coordonne toutes les prestations commandées des membres du groupement. Un interlocuteur sera désigné pour le suivi d'exécution du marché.

3.8 - Sous-traitance

Modalités d'acceptation et d'agrément :

L'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire remet à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance.

1) Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration de sous-traitance mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie
- 6° Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives (articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique).

2) Déclaration de sous-traitance après la notification du marché public :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur, au minimum 2 semaines avant la date de début prévue d'intervention du sous-traitant, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 : modèle fourni par le maître d'ouvrage) dûment complété, daté, signé (signatures électroniques valides exigées) et accompagné des justificatifs demandés (notamment dans la rubrique I – Capacités du sous-traitant). Tout dossier incomplet suspendra le délai d'acceptation tacite du sous-traitant.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAeS, CAeS ou PAeS). L'acheteur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

L'ISAE-SUPAERO informe les candidats qu'il ne dispose pas d'outil permettant la vérification de la signature électronique au format CAeS. Aussi, les entreprises veilleront à éviter autant que possible ce format de signature électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des entreprises. Dans l'hypothèse d'une impossibilité temporaire de signature électronique, l'acheteur pourra mettre à disposition des jetons de signature électronique. Pour ce faire, les entreprises sont invitées à prendre contact avec l'acheteur dans les meilleurs délais. La procédure sera détaillée lors de la première réunion de chantier.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Ce processus sera arrêté plus précisément lors de la réunion de démarrage du marché (notamment format/circuit de transmission, etc...).

L'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultant pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un cotraitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement. Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers. Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des travaux est de 5 mois dont 1 mois de période de préparation.

La durée de la GPA est de 12 mois.

La date prévisionnelle de début des travaux est fixée au 02/06/2025.

5.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation du chantier et le délai d'exécution des travaux :

- Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation du chantier
- Un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est fourni en annexe au présent CCAP.

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

Chaque titulaire d'un marché de travaux devra remettre son calendrier d'exécution qui précisera, pour chacune des tâches composant son lot, sa date de démarrage et sa durée d'exécution. A chaque fois que nécessaire, il précisera quelles sont les tâches précédentes – que ces dernières soient dues par le titulaire du marché ou qu'elles soient réputées dues par un lot tiers – qui doivent être achevées pour l'exécution de chacun des ouvrages constitutifs de son lot (la définition et l'enchaînement de ces tâches formant le chemin critique).

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations (en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché), y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

- des dépenses de chantier selon les stipulations des CCTP et du PGCSPPS, notamment gardiennage le cas échéant, consommations, installations de chantier, remise en état, assurance pour vol et dégradation...,
- des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé,
- des dispositions spécifiques pour respect des mesures sanitaires dues à une crise sanitaire ou conjoncturelle. Le prix établi rémunère toutes les mesures mises en œuvre par l'entreprise pour le respect des règles sanitaires en vigueur afin de limiter la propagation d'une crise sanitaire. Il prend en compte les dispositions énoncées dans les CCTP, le guide OPPBTP dans sa version en vigueur au 2 mars 2022 et à venir, dans le cadre réglementaire national en vigueur et dans le plan de prévention. Ces dispositions prévalent aussi bien pour la période de préparation que pour la conduite des travaux, et doivent être mises en œuvre pendant toute la durée de ceux - ci.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au CCTP ;
- de la signalétique de chantier, panneaux d'information et panneaux d'évacuation (sécurité incendie provisoire le cas échéant) ;
- des frais résultant des demandes et observations du maître d'oeuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- des frais d'établissement des études, plans et documents d'exécution, d'études techniques propres aux entreprises, de plans de fabrication, de réalisation et de gestion du plan d'assurance qualité ;
- des frais résultant des sujétions d'organisation de chantier, d'exécution, de la marge pour défaillance de sous-traitants ;
- de la fourniture d'échantillons, de prototypes...
- des frais entraînés par la formation du personnel chargé par le maître d'ouvrage de l'exploitation et de la maintenance du bâtiment ;
- des frais de constats d'huissier / état des lieux contradictoires avant et après travaux
- des frais de remise en état des lieux, bâtiments, réseaux, fournitures et matériaux détériorés pendant toute la durée du chantier ;
- des frais d'assurance ;
- des frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels ou les contraintes du maître d'ouvrage (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- des intempéries et autres phénomènes naturels qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure ;

La liste mentionnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Ces dépenses étant non limitatives, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations.

La liste mentionnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Ces dépenses étant non limitatives, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune omission et aucun supplément ne sera accepté.

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de son offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, en tenant compte de l'ensemble des sujétions permettant d'assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations et notamment les sujétions liées aux travaux en site occupé avec maintien de l'activité de l'établissement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Compte-tenu de la durée du chantier les prix sont fermes non révisables.

6.3 - Répartition des dépenses communes

S'agissant de la répartition des dépenses communes, elle est décrite au CCTP lot 0.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du lot est supérieur à 40 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Cette avance est calculée sur la base du montant du lot, diminué le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du lot, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Avance pour les PME/TPE

Dans le cadre de la démarche de simplification de la commande publique, l'ISAE-SUPAERO, en tant que pouvoir adjudicateur, est associé à la Charte Régionale visant à faciliter l'accès des PME/TPE à la commande publique en proposant une avance à ces entreprises selon les conditions suivantes :

L'avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial lot est compris entre 20 000 € HT et 300 000 € HT, en dehors de toute durée d'exécution du marché, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30.0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermée, en dehors de toute durée d'exécution du marché.

Si le titulaire souhaite mettre en œuvre cette disposition, il devra fournir tout document permettant de justifier de manière certaine son statut de PME/TPE (DC2 correctement complété) ou a minima une attestation sur l'honneur signée par une personne dûment habilitée.

Quel que soit le cas de figure (cas général ou situation PME/TPE), le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché ou de la tranche lorsque l'avance est inférieure ou égale à 15.0 %. Si l'avance est supérieure à 15.0 %, son remboursement commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le pourcentage obtenu en application de la formule suivante : 80.0 % - pourcentage de l'avance.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Le titulaire devra transmettre au maître d'œuvre sa demande de paiement mensuelle le 25 du mois considéré en utilisant impérativement le modèle d'état d'acompte qui sera fourni lors de la période de préparation du chantier.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur les informations suivantes, obligatoires pour déposer les factures sur le portail dédié :

- le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : **130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;
- le numéro de SIRET du maître d'œuvre SETES : SIRET (siège) : **308 649 847 00032**, qui permet de l'identifier en tant que destinataire de la facture
- le code service "**FACTURES AVEC ENGAGEMENT**" ;
- le **n° d'engagement** correspond au n° du bon de commande émis par l'ISAE ou au numéro EJ (**numéro au format 450000xxxx**) qui sera fourni à l'entreprise soit lors de la notification du marché, soit lors de la première réunion de chantier.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est

égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9.6 - Approvisionnement

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété (copie de la facture acquittée indiquant quantité et prix unitaires des matériaux destinés au chantier). Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

A noter que le titulaire devra également réaliser un plan de prévention avant le démarrage de l'exécution du marché avec le service Hygiène et sécurité de l'ISAE-SUPAERO.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Ces frais peuvent être traités via un compte prorata le cas échéant.

De manière générale, le CCTP 0 et les CCTP idoines et leurs annexes éventuelles, décrivent les installations et l'organisation du chantier.

10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'œuvre, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

10.5.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces éléments sont définis dans le CCTP.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

12.1.2 - Epreuves concluantes et Rapports du Contrôleur Technique

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges et sous réserve du RVRAT (rapport de vérifications réglementaires après travaux), du RFCT (rapport final du contrôleur technique) et de la VIEL (Vérification initiale des installations électriques) sans observations bloquantes.

12.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les équipements bénéficient d'une garantie de bon fonctionnement de deux ans. Cette garantie est actionnée par l'entreprise en charge des travaux pour le compte du maître d'ouvrage.

14 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 – Pénalités

Clause d'exonération, de modulation des pénalités : Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exonérer le titulaire de tout ou partie des pénalités lors du règlement d'un décompte mensuel ou du décompte général, sur demande et justifications du titulaire.

Notamment dans les cas où le retard/manquement est la conséquence imprévisible du contexte sanitaire et économique : le titulaire devra justifier le lien de causalité et démontrer la survenance imprévisible de telle sorte qu'il n'a pu l'anticiper.

16.1 - Pénalités de retard

Du fait de contraintes liées au financement du projet (financement projet européen), le moyen d'essai devra être opérationnel au 2 janvier 2026 (date de début d'utilisation pour la recherche). Le respect du planning des travaux d'aménagement du bâtiment qui accueillera le moyen d'essai est donc primordial.

Dans un premier temps, les pénalités de retard seront provisoires et seront appliquées immédiatement sur la situation suivant l'inscription au CR (compte-rendu) de Chantier. Cette pénalité sera levée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été résorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et ne pourront être déduites du montant des pénalités appliquées pour retard dans l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucun plafonnement à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation aux articles 19.2.3, 19.2.4 et 19.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard les pénalités suivantes :

N°	Pénalités pour retard d'exécution/de livraison	Occurrence	Valeurs	Précisions
1	Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré	Journalière	300 €	Du fait de la simple constatation d'un retard dans l'exécution des tâches ou commandes.

N°	Pénalités pour retard d'exécution/de livraison	Occurrence	Valeurs	Précisions
				Les travaux pouvant être ordonnancés dans le but de faire respecter les délais, il pourra être appliqué dans ce cas des pénalités provisoires en cas de retard dans l'exécution des tâches ou des commandes risquant d'entraîner un retard non rattrapable sur une tâche placée sur le chemin critique. Ces pénalités seront applicables sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre. En outre, par dérogation à l'article 19.2.5. du CCAG Travaux, l'entrepreneur se verra appliquer une pénalité de même montant dans le cas où, bien qu'ayant terminé ses travaux dans la durée globale du marché, il a dépassé un délai d'exécution perturbant ainsi la marche du chantier ou provoquant des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots. Les observations notées par le coordonnateur SPS dans le registre-Journal seront passibles de l'application de ces pénalités. Par ailleurs, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un retard significatif, les prestations en cause pourront être exécutées par une autre entreprise aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au présent article.
2	Retard dans l'achèvement des travaux	Journalière	300 €	Dans le cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais contractuels, il sera appliqué au titulaire une pénalité, sans mise en demeure préalable et sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (augmenté éventuellement des prolongations autorisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre). Lorsque le titulaire aura dépassé le délai contractuel ou la répartition du délai contractuel, il pourra être mis en demeure de prendre toutes les dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.
3	Retard dans la levée de réserves après réception	Journalière	200 €	Pénalités définitives
4	Retard dans la remise des documents au C.S.P.S (cf. article 11.3.2 du CCAP) et des échantillons	Journalière	200 €	Retard dans la présentation au coordonnateur SPS du P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) ou dans la présentation à la maîtrise d'œuvre, des échantillons. Sans mise en demeure préalable. Si le titulaire a transmis des documents qui, bien que transmis dans les temps, ne répondent pas aux exigences du coordonnateur qui l'a donc enjoint de transmettre à nouveau les documents

N°	Pénalités pour retard d'exécution/de livraison	Occurrence	Valeurs	Précisions
				rectifiés dans le délai qui lui incombe, les pénalités seront appliquées en cas de non-respect de ce délai. Pénalités définitives.
5	Absence ou retard aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, par le coordonnateur SPS, le CT, l'OPC ou le maître d'ouvrage	Par constat	Retard supérieur à 15 min et inférieur à 30 min : 50 € Absence ou retard supérieur à 30 min : 100 €	Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier provoquées par la Maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS, le CT, l'OPC ou le maître d'ouvrage, ou d'y déléguer un représentant connaissant parfaitement le dossier, son avancement, ses problématiques, l'état des études et commandes, etc, et ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier. L'absence d'un entrepreneur, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées ou méconnaissant l'opération (cf. ci-avant), à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le Compte Rendu de réunion, en vue de l'application des pénalités. Tout retard supérieur à 30 minutes sera considéré comme une absence. Application sans mise en demeure préalable. Pénalités définitives.
6	Retard dans la remise des plans d'exécution et de réservations – notes de calculs – études de détail	Journalière	200 €	En cas de retard constaté par la maîtrise d'œuvre par une entreprise dans la production de tout ou partie de ses plans d'exécution qui remettrait en cause le calendrier de production des plans. Pénalités définitives (pour retard intermédiaire et retard de fin de tâches).
7	Retard dans la remise des documents nécessaires aux contrôles	Journalière	200 €	En cas de retard constaté par le maître d'œuvre ou le CT, par une entreprise des documents nécessaires aux contrôles de vérification qualitatives et quantitatives (échantillons, prototypes, premier de série...) Pénalités définitives.
8	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière	300€	Les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux dont les dispositions sont fixées à la pénalité n°2 du présent tableau de pénalités de retard. En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, les prestations en cause seront exécutées aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au 1 (pénalité pour défaut de

N°	Pénalités pour retard d'exécution/de livraison	Occurrence	Valeurs	Précisions
				rangement / nettoyage) du tableau de pénalité mentionné à l'article 16.3 du présent CCAP : Autre pénalités spécifiques. Pénalités définitives.
9	Retard dans la remise des documents fournis après exécution et conformes à la charte (D.O.E. / D.I.U.O / D.U.E.M)	Journalière	150 €	En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur. Pénalités définitives.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

N°	Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
1	Défaut de rangement/nettoyage	Par infraction et/ou constatation	300 €	Au regard du chantier en site occupé, et de la continuité du fonctionnement de l'établissement pendant les travaux, en cas de constatation par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, l'OPC ou le coordonnateur SPS, de défaut de nettoyage / rangement / stockage / etc. Ces pénalités pourront être levées lors du règlement de la situation suivante si ce défaut de rangement et/ou nettoyage a été pris en compte immédiatement par l'entreprise, et n'a pas eu pour effet de provoquer un retard ou un danger à l'intérieur ou à l'extérieur de l'emprise du chantier. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et ne pourront être déduites du montant des pénalités appliquées pour défaut de rangement/nettoyage. Les Observations notés par le coordonnateur SPS dans le registre-Journal seront passibles de l'application de ces pénalités.
2	Relatives à la protection de l'environnement	Par infraction	Dépôt dans une benne non appropriées = 250.00 € Cantonnement non entretenu = 250.00 € Stockage en zone interdite = 300.00 €	En cas de non-respect des obligations protectrices de l'environnement (y compris les dispositions du CCTP 0 : Généralités communes à tous les corps d'états), les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate à leurs frais. Les entreprises concernées s'exposent à l'application des pénalités consécutives à leurs carences. En outre, dans la cadre de la protection de l'environnement, en cas de détérioration d'un ou plusieurs éléments végétaux (arbres ou arbustes) qui devait être conservé, l'entreprise concernée devra la correction de son erreur par : – La « réparation » par un professionnel (paysagiste, etc) par taille (élagage, etc) de l'arbre touché, si possible ;

			Matériel de chantier non conforme = 150.00 € Dépôt de gravats sauvage = 500.00. € Non-respect des circulations aux abords du chantier = 250.00 €	– Sinon (impossibilité), la replantation d'un arbre ou arbuste de même essence, et de qualité équivalente. En cas de refus de l'entreprise ou de retard dans l'exécution de cette reprise, celle-ci sera réalisée par toute autre entreprise spécialisée aux frais et risques de l'entreprise concernée, après simple constatation de sa non-action, inscrite au CR de chantier. Cette action de reprise ne dédouane par l'entreprise de l'application des pénalités correspondantes (Retard dans l'exécution des travaux). Pénalités définitives.
3	Pour non-déclaration d'un sous-traitant	Journalière	500 €	Outre le fait que le sous-traitant concerné devra immédiatement quitter le chantier (=> risque de pénalité pour retard en sus), pénalité à compter de la date de découverte du sous-traitant non déclaré et jusqu'à la date d'acceptation de la déclaration de sous-traitance.
4	Absence d'application des mesures d'hygiène et sécurité et de contrôle du personnel autorisé	Journalière	250,00 €	Par absence constatée et jusqu'à mise en place des dispositions nécessaires.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un ORDRE DE SERVICE au présent marché, notifié au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou par le maître d'œuvre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

- 1) *Par dérogation à l'article 54 du CCAG Travaux 2021*, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un ordre de service pour tenir compte notamment :

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Des conséquences d'erreurs matérielles de rédaction des documents contractuels (omissions, imprécisions, contradictions, etc.)
- Les délais pourront être modifiés via simple ordre de service, notamment en cas de défaut d'approvisionnement, sans nécessiter un avenant.
- De l'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles, etc.
- Des modifications éventuelles des prestations décidées par le maître d'ouvrage (nouvelle prestation, prestation modificative, complémentaire, supplémentaire...) de type technique, performanciel, confort, esthétique, ... ne remettant pas en cause de manière substantielle l'objet de l'opération :
 - devenues nécessaires pour le bon achèvement des prestations objets de la commande en cours d'exécution,
 - résultant de circonstances imprévues voire imprévisibles (y compris celles relatives à une crise sanitaire ou conjoncturelle)
- Des modifications éventuelles des prestations relatives aux sujétions techniques imprévues (aléas de chantier)
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des travaux (mise à jour du calendrier détaillé d'exécution)
- De la pertinence de réexaminer certaines clauses du contrat afin de prendre en compte les conséquences imprévisibles d'une crise sanitaire ou conjoncturelle.

Les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen des conditions financières, d'exécution du marché et de prolongation de délai, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire et/ou les mesures prises pour en atténuer les effets, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de travaux.

- 1) Avant notification, l'ordre de service sera soumis à réexamen entre le maître d'ouvrage et le titulaire concernant le périmètre technique des prestations ainsi que, le cas échéant la contrepartie financière (établie sur la base de la décomposition des prix).
- 2) Le réexamen devra produire ses effets dès réception par le titulaire du marché de la notification de l'Ordre de service ou à la date indiquée dans celui-ci, dans les délais et/ou selon les modalités permettant de limiter les conséquences sur le marché. Dans le cas où le titulaire n'aurait pas accusé réception de l'ordre de service, celui-ci est réputé notifié dans un délai de trois jours ouvrés à compter de l'envoi par le maître d'ouvrage
- 3) Toutes les dispositions prévues dans les documents contractuels antérieurs à cet ordre de service, s'appliqueront aux modifications, sauf dispositions contraires mentionnées dans l'ordre de service.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.5 du CCAG - Travaux